

Démocratie, révolution capitaliste et Printemps Arabe

Luiz Carlos Bresser-Pereira

São Paulo, 20 janvier 2012

Le chemin vers la démocratie passe par la révolution nationale et industrielle de chaque pays.

Au second semestre de l'année 2010, alors que des rébellions populaires éclataient en Tunisie et en Egypte, le monde célébrait le « Printemps Arabe » - la démocratie qui arrivait au cœur de l'Islam. Tout à coup, tous, quels que soient leurs intérêts de classe ou de nation, étaient d'accord : la démocratie gagnait le monde arabe. L'Occident semblait oublier que ce fut l'Empire qui dès le milieu du XIX^{ème} siècle avait imposé sa volonté au Moyen-Orient ; les intellectuels démocrates et progressistes étaient pleins d'espoir ; et les islamistes demeuraient silencieux. Tous espéraient l'avènement de la démocratie. Aujourd'hui, plus d'un an après, de nombreux gouvernements ont été renversés – certains par le peuple, celui de la Lybie par l'Occident - mais la démocratie ne s'est installée nulle part, et, face aux victoires électorales des partis islamistes en Tunisie et en Egypte, l'Occident en est venu à se demander si le printemps n'avait pas plutôt été un hiver vu que les partis islamistes sont des partis nationalistes.

Pourquoi ses espérances optimistes ne se sont-elles pas concrétisées ? Pour répondre à cette question il est nécessaire de prendre en compte deux théories relatives à la transition et à la consolidation démocratiques : la thèse « institutionnelle-volontariste » et la thèse « historico-structuraliste ». La vision « institutionnelle-volontariste » est admise par les élites du monde entier si ce n'est de façon explicite, ça l'est du moins tacitement. C'est un point de vue institutionnel parce qu'il correspond au « nouvel institutionnalisme » qui est devenu dominant dans les universités et dans la pensée conventionnelle depuis les années 1980 ; c'est un point de vue libéral , parce que le néolibéralisme fut l'idéologie dominante des 30 années Néolibérales du Capitalisme (1979- 2008) ; c'est un point de vue volontariste parce qu'il suppose que la transition depuis un

régime autoritaire vers un régime démocratique est relativement facile à accomplir : la réalisation de réformes institutionnelles et juridiques qui instaурeraient un état de droit et la démocratie serait le résultat de la volonté des élites en place.

Il n'y a pas dans la pensée « institutionnelle-volontariste » de place pour une conception de la société et de l'histoire. Il y a tout juste une théorie politique normative qui prétend définir abstraitement ce qu'est la liberté, la justice et la démocratie. Mais comme il est impossible de faire fi de l'histoire, le présupposé est que celle-ci se divise en deux phases : une phase « retardataire » dans laquelle domine l'autoritarisme et une phase « moderne », libérale et démocratique. Le passage d'une phase à l'autre se fait via la décision de la société civile d'établir un état de droit ainsi que le suffrage universel, ou, en d'autres termes, d'établir les droits civiques et politiques susceptibles d'installer la démocratie. L'obstacle à affronter reste les gouvernants dictatoriaux et généralement corrompus qui dirigent ces pays *retardataires* du point de vue économique.

Ce fut cette vision des transitions et consolidations démocratiques qui a porté l'Occident à porter un regard favorable aux rébellions des pays arabes. Mais il n'a pas compris que les révoltés ne voulaient pas seulement la démocratie ; ils voulaient aussi le développement économique, ou en des termes plus concrets, ils voulaient du travail. En décembre 2011, le journaliste Lourival Sant'Anna a interviewé à Sid Bouzid, en Tunisie, trois hommes qui faisaient la grève de la faim : « Nous voulons du travail » lui a dit Hafd Kodme, jeune homme de 28 ans, alors diplômé d'ingénierie mécanique depuis quatre ans, tout comme, à ses côtés, Mohamed Guachi, 27 ans alors diplômé d'histoire depuis six ans et Fakei Jebli, 27 ans également, qui avait alors terminé son cursus de philosophie depuis cinq ans. Par conséquent rien d'étonnant à ce que lors des premières élections qui ont suivi en Tunisie et en Egypte ce furent les partis nationalistes islamistes qui l'emportèrent avec un large avance, et l'espérance ingénue de l'Occident se transforma en déconvenue. Au bout du compte il semblerait que la démocratisation d'une société ne soit pas aussi simple qu'il n'y paraisse.

Révolution nationale et industrielle

La vision alternative, historico-structuraliste, part du présupposé que le développement de chaque société passe par un moment crucial qui est la révolution capitaliste : la formation de l'Etat Nation et la révolution industrielle. Pour la différencier des autres théories historico-structuralistes que cherchent à expliquer la démocratie en la mettant en relation avec le développement économique, peut-être pourrait-on l'appeler la « thèse de la révolution capitaliste ». Sa principale assertion est que la révolution capitaliste facilite la transition vers la démocratie et est une condition pour qu'une fois la démocratie conquise, celle-ci soit consolidée. Dans l'analyse du passage des sociétés précapitalistes et autoritaires vers les sociétés capitalistes nous pouvons distinguer trois groupes de pays en plus des deux groupes qui n'ont pas encore réalisé cette transition. Parmi ceux qui ont effectué cette transition, nous avons en premier lieu les pays européens qui ont été les premiers à réaliser leur révolution capitaliste (l'Angleterre, la France, l'Allemagne, etc.), ensuite les ex-colonies britanniques où se sont implantées des colonies de peuplement (les Etats-Unis, le Canada, l'Australie et la Nouvelle Zélande) et enfin les autres pays qui ont été soumis à l'impérialisme industriel ou moderne mais qui par la suite se sont transformés en démocratie consolidées. Bien qu'il y ait des différences entre les pays des deux premiers groupes leur démocratie peuvent être considérées comme des « démocraties originelles », tandis que dans le troisième groupe où nous retrouvons des pays tels que le Japon, la Turquie, le Brésil et l'Inde nous avons à faire à des « démocraties retardataires ». Parmi les pays qui n'ont pas encore accompli leur révolution capitaliste nous trouvons les pays pauvres et les pays préindustriels, comme la Tunisie, l'Egypte le Pérou et le Venezuela.

Le développement économique des sociétés qui plus tard deviendront des démocraties originelles a commencé en Europe par une révolution agricole au XIème siècle, révolution qui a viabilisé l'exploration agricole dans les terres hautes¹ et par une révolution commerciale à partir du XIVème siècle qui a posé les bases d'une accumulation originaire de capital². Mais le développement économique ne commence vraiment qu'avec la révolution nationale ou la formation de l'État Nation qui permettra la création d'un marché interne vaste et assuré ; et avec la

révolution industrielle qui se prévaudra de ce marché interne et des institutions étatiques qui en sont les garantes pour initier un processus accéléré d'augmentation de la productivité et de transfert de main d'œuvre vers l'industrie. En d'autres termes, le développement économique a toujours impliqué que la révolution capitaliste s'accomplisse dans une société qui ne soit pas seulement régulée par l'Etat mais le soit également par le marché. La révolution capitaliste ne signifie pas que le marché devienne le coordinateur du système économique - cela est absurde – mais que cette tâche de coordination qui est celle de l'Etat (régulateur général de toute la société) soit également réalisé via la concurrence sur le marché. La révolution capitaliste et le développement ont également impliqué l'apparition d'une grande classe moyenne bourgeoise et professionnelle qui assura une plus grande stabilité politique à la nation. La classe professionnelle apparaît dans un second temps de la révolution capitaliste, quand les unités de production cessent d'être des entreprises familiales et deviennent de grandes organisations bureaucratiques administrées par des professionnels, dessinant ainsi les contours d'une quatrième sous révolution de la révolution capitaliste, la « révolution organisationnelle » et son corollaire l'apparition d'une grande classe moyenne professionnelle qui consolidera définitivement la démocratie.

Les révolutions capitalistes ont toujours été réalisées dans le cadre de régimes autoritaires. Il n'y eut aucune révolution nationale et industrielle dans le cadre de démocratie – celle-ci étant entendue a minima comme un régime politique qui garantit les droits civiques et le suffrage universel. La révolution capitaliste s'est développée soit dans des sociétés complètement autoritaires, comme ce fut le cas en Angleterre et en France où elle eut lieu sur fond de transition d'un état absolutiste vers un état libéral soit, quand elle eut lieu plus tard, dans des sociétés partiellement autoritaires, comme ce fut le cas aux Etats-Unis, dans le cadre d'Etats libéraux qui garantissaient les droits civiques mais limitaient les droits politiques en maintenant le vote censitaire.

Dans les sociétés précapitalistes la démocratie était rendue impossible parce que le maintien de l'oligarchie dominante dépendait de son contrôle de l'Etat contrôle qui lui permettait de s'approprier l'excédent économique – ce qu'elle faisait via l'imposition du tribut, l'esclavage, la servitude, le butin, le patrimonialisme et la corruption. C'est seulement une fois la révolution capitaliste accomplie, quand l'appropriation de l'excédent économique se fait à travers le marché via les bénéfices et les traitements

élevés, qu'il est possible d'établir la démocratie, puisque qu'il n'existait plus l'oligarchie que, dépendant de l'État, opposait un veto absolu au système démocratique. La nouvelle classe dirigeante, la bourgeoisie craint le régime démocratique mais n'a aucune raison d'y opposer son veto.³ Même ainsi, en Angleterre et en France, après l'accomplissement de la révolution capitaliste, il fallut attendre près d'un siècle pour que le suffrage universel soit reconnu et que le régime puisse être considéré comme un minimum démocratique. Durant le XIXème siècle, les libéraux craignaient la « dictature de la majorité » et pour cette raison refusaient aux travailleurs et aux pauvres la démocratie qu'ils demandaient.

Révolutions nationalistes.

Dans les pays retardataires –qui réalisèrent avec du retard leur révolution capitaliste – les démocrates durent se confronter à un adversaire supplémentaire : l'Occident à savoir les pays qui se développèrent en premier et devinrent impérialistes. Ces pays se subdivisent en trois groupes : celui des sociétés asiatiques qui ne se soumirent à l'impérialisme industriel qu'au XIXème parce qu'elles étaient d'anciennes grandes civilisations (comme la japonaise, la chinoise et l'indienne) et que l'Occident ne pouvait les dominer qu'une fois qu'elles se furent industrialisées, celui des sociétés plus en retard de l'Asie et de l'Afrique, sociétés qui pour la plupart ne devinrent t des colonies qu'une fois accomplie la révolution capitaliste et celui des pays latino-américains, dans lesquels une grande partie de la population autochtone fut décimée et qui furent colonisés par deux grandes puissances mercantiles dès le XVIème siècle mais qui dès le XIXème siècle sont devenus indépendants généralement avec le soutien de l'Angleterre.

Laissant de côté le cas plus complexe des grandes civilisations, dans les deux autres groupes de pays, le développement économique a commencé e général par l'exploitation d'une ressource naturelle abondante et bon marché. Les bénéfices élevés et les rentes viabilisées grâce à l'exportation desdites commodités garantirent l'accumulation d'un capital originaire, mais furent à l'origine de la maladie hollandaise – une sur-appréciation chronique du taux de change qui tournait inviable l'industrialisation⁴. Les élites dépendantes de ces pays, fréquemment corrompues⁵, et toujours peu soucieuses de faciliter la révolution nationale et industrielle de leur propre pays, acceptaient l'association que les puissances impériales leur proposaient. Celles-ci

s'intéressaient, et s'intéressent encore, aux marchés internes de ces semi-colonies, marché qu'elles capturaient initialement via l'exportation de biens industriels (d'où la défense de l'ouverture commerciale) et plus tard, quand ces pays protégèrent leur marché interne, via les investissements directs de leur multinationales sans qu'il y ait la nécessité d'offrir en échange l'ouverture de leur propre marché interne. Durant ces deux périodes la domination s'exerçait aussi à travers des financements externes, que, vue l'appréciation du taux de change qu'ils causaient (comme cela se produisait également avec les investissements directs), finissaient par financer la consommation plutôt que l'investissement, ce qui aggravait la dépendance.

En plus d'être opposées à la formation d'un Etat Nation et à l'industrialisation, ces élites s'opposaient également à la démocratie puisque le contrôle direct de l'Etat leur était nécessaire pour s'approprier l'excédent économique généré par la commodité exportée. Cette commodité souffrait (et souffre encore) d'une taxation qui est en général insuffisante pour neutraliser la maladie hollandaise mais suffisante pour enrichir les élites locales qui achètent des biens de luxe à la métropole. Pour elles le « rent seeking » ou recherche de rentes est une activité fondamentale et permanente.

Pourtant, tôt ou tard, les élites intellectuelles et bourgeoises nationalistes des pays retardataires (qui peuvent être aristocratiques, bureaucrates ou bourgeoises), avec l'appui d'un peuple de plus en plus éduqué, se révoltent contre ce contexte d'impérialisme-dépendance et parviennent à initier une révolution nationaliste et capitaliste. C'est à quoi nous avons assisté en Tunisie et en Egypte. En plus d'être nationale la révolution se doit d'être « nationaliste » parce qu'il est nécessaire qu'il y ait en elle un élément « anti » pour qu'elle puisse se confronter à l'Empire et pratiquer les politiques et les réformes économiques qui contribueront à son développement⁶

La première révolution retardataire fut celle de la Restauration Meiji au Japon en 1868⁷. Ensuite pour n'en citer que quelques unes il y eut la Révolution mexicaine de 1910-1920 ; la guerre d'indépendance Turque, séculariste, de Kemal Atatürk, de 1923 ; la Révolution de 1930 au Brésil ; l'indépendance indienne de 1947 ; la révolution chinoise de 1949⁸ et finalement la révolution iranienne de 1979. Parmi ces révolutions seules les deux dernières ne se sont pas encore transformées en démocratie mais cela aura tendance à se réaliser. Comme les travailleurs et les classes moyennes luttent toujours pour la démocratie, une fois la révolution

capitaliste accomplie, les nouvelles élites dirigeantes bourgeoises et professionnelles cessent d'y faire obstruction et ces pays tendent à devenir des démocraties.

Dans ce résumé *stylisé* du développement politique des sociétés modernes presque tous les pays à revenu moyen ont déjà accompli leur révolution capitaliste et sont démocratiques ou tendent à le devenir. Plus difficile est la situation des pays pauvres et des pays « préindustriels ». Ces derniers sont des pays qui ont une classe laborieuse dans le secteur des services et une classe moyenne professionnelle éduquée mais il leur manque une industrie manufacturière qui leur permette de réaliser leur révolution capitaliste pour devenir des pays à revenu moyen ; ils sont prêts à initier leur révolution nationale et industrielle mais sont encore dominés par des élites corrompues associées à l'Occident. S'ils sont déjà, ou sont en passe de le devenir, des démocraties avant même d'avoir accompli leurs révolutions capitalistes, ils ne seront pas des démocraties consolidées. Leurs gouvernements sont toujours menacés par des coups d'état venant des représentants des élites dépendantes qui comptent avec le soutien intéressé de l'Occident. Leurs démocraties ne seront consolidées qu'à partir du moment où, avec la révolution nationale et industrielle, leur excédent économique soit appropriée principalement dans le marché interne. Alors seulement les élites locales mercantiles et bureaucratiques cesseront de représenter une menace via des coups d'état à chaque fois qu'elles perdront les élections. Par ailleurs c'est alors seulement que la classe *des travailleurs* et la classe moyenne professionnelle auront la force suffisante pour être les garantes de la démocratie – ce qu'elles feront parce ce qu'elles savent que c'est seulement ainsi qu'elles pourront avoir part à cet excédent, à travers la construction d'un état de bien-être social.

Chemin vers la démocratie.

Au Moyen-Orient le chemin à parcourir en direction de la démocratie est long. Celui choisi par la Turquie – celui de la révolution nationaliste séculière – fut bien réussi. Mais les tentatives de le copier dans l'Égypte de Nasser, l'Iran de Mossadegh, en Irak ou dans la Syrie du Parti Baath, furent un désastre ; ces

tentatives furent escamotées par l'impérialisme et la corruption des élites séculières elles-mêmes, et alors le modèle s'est perverti. L'Iran, depuis 1979, tente de réaliser sa révolution capitaliste avec l'appui de la religion – à travers un régime islamiste. Il n'y a là aucune nouveauté à voir les révolutions capitalistes prendre appui sur la religion. L'Angleterre d'Henri VIII en est un exemple classique. Cela aboutira certes à une révolution nationaliste, mais peut-on préjuger, dans le cadre d'un régime islamiste, dans lequel le fondamentalisme religieux est présent, de son corollaire à savoir sa dimension nécessairement modernisatrice ? Je crois que oui, comme je crois aussi que ce fondamentalisme absurde, qui est mis en avant pour unir le peuple, sera peu à peu abandonné. Il y a déjà eut un assouplissement du fondamentalisme du parti islamique qui aujourd'hui gouverne la Turquie comme ce fut le cas en Egypte avec la Fraternité Musulmane.

Nous pouvons naturellement avoir des doute eu égard à cette question mais nous ne pouvons pas douter du fait qu'au Moyen Orient, comme dans tout autre région du monde, les démocraties ne seront consolidées que si les sociétés parviennent à réaliser leur autonomie nationale et leur révolution capitaliste. Naturellement, la thèse « institutionnelle-volontariste » rejette cette idée parce qu'elle est compromise avec une logique impériale que je considère comme périmée. Il n'y a plus d'espace pour un impérialisme ou un colonialisme quels qu'ils soient dans une société monde où la garantie des droits citoyens et la valeur de la démocratie sont devenues hégémoniques. En termes nationaux, les coûts économiques de l'impérialisme sont aujourd'hui plus lourds que les bénéfiques ; l'impérialisme occidental aujourd'hui ne profite plus qu'à des secteurs limités des pays riches. Dès que le drapeau des Etats-Unis fut abaissés en Irak, signant ainsi la fin de la guerre qui tua près de 129000 personnes, l'éditorial du journal *Folha de S. Paulo* (17.12.2012) résumait cela ainsi : « La guerre de l'Irak a augmenté l'isolement international des Etats-Unis d'Amérique, a impulsé l'extrémisme islamique et n'a en rien distillé la démocratie ». Le peuple américain n'a en définitive rien gagné avec cette guerre, comme il ne gagne rien avec les recommandations et les pressions que son gouvernement et ses élites, avec l'appui des autres pays riches, font aux pays en voie de développement.

Le néolibéralisme s'est ingénié à nier le caractère impérialiste de la domination de l'Occident. Mais l'échec des réformes néolibérales à promouvoir le développement des pays retardataires, la brutale augmentation des inégalités et les crises financières qui s'en suivirent tant dans les pays en voie de développement que dans les pays riches qui ont adopté ces politiques, prouve l'absence de fondement scientifique des thèses économiques et politiques qui tentent de justifier ces politiques. Aussi la thèse « institutionnelle-volontariste » de la démocratie n'a-t-elle aucun fondement historique : c'est de l'idéologie. La thèse alternative de la révolution capitaliste que j'ai présentée ne prétend pas être une recette ou un plan de vol. Mais ce fut un chemin débroussaillé avec succès par des peuples qui, au final, à travers des erreurs et des ajustements, réussirent à transformer les conditions structurelles qui empêchaient leur développement économique et politique et qui aujourd'hui bénéficient de démocraties consolidées.

¹ Avant, les techniques agricoles permettaient seulement l'exploitation des terres basses, à côté des rivières.

² Avant la révolution commerciale qui a débuté en Europe dans le nord de l'Italie au XIV^{ème} siècle, il y eut une révolution agricole durant les X^{ème} et XI^{ème} siècles qui permit la mise en culture des hautes terres, ce qui sera essentiel à la révolution commerciale.

³ J'ai développé théoriquement cette thèse dans mon article "Transition, consolidation démocratique et révolution capitaliste », Luiz Carlos Bresser-Pereira (2011) *Dados Revista de Ciências Sociais*, 54 (2): 223-258.

⁴ Luiz Carlos Bresser-Pereira (2010) *Globalização e Competição*, São Paulo: Editora Elsevier-Campus.

⁵ Ce cas ne fut pas celui des élites brésiliennes. Que ce soit pendant la période impériale ou pendant la Première République (1889-1930) les élites étaient aliénées mais non corrompues.

⁶ La révolution nationale est simplement la formation de l'Etat Nation; elle se distingue de la révolution nationaliste parce que comme l'a démontré Barbosa Lima Sobrinho (*Desde Quando Somos Nacionalistas*, Rio de Janeiro: Editora Civilização Brasileira, 1963), dans le concept de nationalisme il existe toujours un élément « anti ».

⁷ La restauration Meiji fut une révolution commanditée par une aristocratie et une bureaucratie qui réagirent à l'humiliation que représenta pour elle l'entrée dans la baie

de Tokyo, en 1853, de l'armée américaine dirigée par Le commandant Mathew Perry et l'obligation qui lui fut faite d'ouvrir son commerce à l'Occident.

⁸ Mao Tse-Tung s'imaginait qu'il réalisait la révolution socialiste alors qu'il était en train de réaliser la première phase de la Révolution Capitaliste Chinoise qui sera complétée par Deng Xiaoping à partir de 1980.